Gambie : appel à l'action pour la libération des défenseures des droits

mardi 19 octobre 2010, par Femmes sous lois musulmanes, SKSW (Date de rédaction antérieure : 16 octobre 2010).

URGENT : Gambie : Les défenseuses des droits humains des femmes Isatou Touray et Amie Bojang-Sissoho ont été interpellées et mises en détention

Déclaration de WLUML et la Campagne mondiale « Arrêtons de tuer et de lapider les femmes » (Campagne SKSW) sur l'arrestation de Défenseuses des droits humains des femmes en Gambie, Dr. Isatou Touray et Mme Amie Bojang-Sissoho.

Le réseau international de solidarité Femmes sous lois musulmanes (WLUML) et la Campagne mondiale « Arrêtons de tuer et de lapider les femmes » (Campagne SKSW) sont profondément préoccupé par la nouvelle de l'arrestation, ce lundi 11 octobre, de nos collègues, Dr. Isatou Touray et Mme Amie Bojang-Sissoho, qui ont été interpellées par un fonctionnaire de l'Agence nationale de renseignements de la Gambie. Selon les premiers rapports, elles avaient fait l'objet, avant cette arrestation, de menaces et de harcèlements avant d'être gardées au commissariat de police, puis envoyées à la prison centrale de « Mile Two », le 12 octobre 2010. Les deux femmes ont été interpellées puis détenues sur présomption de détournement de fonds pour un montant de 30 000 euros. La demande de liberté provisoire, a été rejetée le mardi par le tribunal qui a décidé de les envoyer huit jours en prison avant leur comparution devant le tribunal le mercredi 20 octobre.

Le réseau WLUML adhère aux appels lancés en faveur de la liberté sous caution immédiate et inconditionnelle du Dr. Touray et de Mme Bojang-Sissoho, et demande que soit garanti leur droit à un procès juste et équitable devant un tribunal indépendant et impartial, à la sécurité et à la dignité de la personne et à la liberté en raison du caractère illégal de cette détention. Le réseau WLUML affirme également que les défenseurs/euses des droits humains et d'autres membres de la société civile ne doivent pas faire l'objet de menaces, de harcèlements ni de poursuites pour leur action de défense pacifique des droits d'autrui.

Dr. Isatou Touray et Mme Amie Bojang-Sissoho sont, respectivement, Directrice Exécutive et Coordonnatrice des programmes pour le Comité gambien des pratiques traditionnelles (GAMCOTRAP) et sont depuis plusieurs années actives dans la promotion de l'égalité des sexes, des droits de la femme et de l'enfant, particulièrement dans la lutte contre les mutilations génitales féminines et autres pratiques discriminatoires. Dr Touray est également Secrétaire Générale du Comité Interafricain sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (IAC). Le News and Report Weekly Magazine l'a designée, en 2008, comme "Femme de l'année en Gambie" pour sa lutte contre les MGF et son action en faveur des droits des femmes et des enfants. Dr. Touray est, depuis 2 ans, membre du Comité de Femmes sous lois musulmanes et toutes deux travaillent activement dans le cadre de ce réseau depuis plus de dix ans. WLUML est un réseau solidaire transnational qui promeut et protège les droits des femmes, en particulier dans les environnements et les contextes musulmans. GAMCOTRAP est une des organisations chef de file qui œuvre à la promotion des droits des femmes et des fillettes en luttant pour l'abandon de la mutilation génitale féminine et d'autres pratiques néfastes subies par les femmes et les fillettes en Gambie. Les années de lutte et d'efforts de GAMCOTRAP ont fortement contribué au développement des femmes et des fillettes en Gambie et ont également convaincu près 100 pratiquants de ces

mutilations d'abandonner cette pratique. Toutefois, le gouvernement de Gambie a récemment modifié sa politique et à cesser de soutenir les droits des femmes et des fillettes à l'intégrité corporelle ainsi que l'élimination de la mutilation génitale féminine. En effet, le conseiller personnel du président Jammeh en matière de religion a utilisé la radio d'État pour prôner la MGF affirmant qu'elle fait partie de l'islam. En 1999, la sécurité des membres de fut menacée quant le Président avait publiquement déclaré qu'il ne pourrait pas garantir la sécurité des activistes qui mènent une campagne contre les mutilations génitales féminines (MGF). Cette déclaration a été suivie d'une directive émise par le directeur de la radio-télévision de Gambie interdisant la divulgation de messages personnels s'opposant aux MGF ou faisant allusion aux risques médicaux. Seuls les messages favorables à cette pratique étaient désormais admis dans les médias de l'État ; à l'époque, GAMCOTRAP a été la première organisation de la société civile de Gambie à réagir en envoyant une lettre ouverte de protestation au Président. GAMCOTRAP a poursuivi son action pour mettre fin à la mutilation génitale féminine. En mai 2010, la Présidence a mis sur pied une commission d'enquête chargée d'examiner les allégations de détournement, de la part de GAMCOTRAP, de fonds apportés par une organisation appelée Yolocamba Solidaridad. La Coalition pour les droits humains en Gambie a déclaré que « Après une enquête minutieuse, des différents rapports et documents, la commission avait conclu que les allégations de détournement étaient non fondées. Mais, après avoir présenté ses résultats, la commission a été dissoute et certains de ses membres licenciés par le gouvernement gambien. Une deuxième commission fut ensuite mise en place, mais pendant que le GAMCOTRAP attendait les conclusions de cette deuxième enquête, les deux femmes ont été arrêtées et emprisonnées. » [1]

Ce n'est pas la première fois que GAMCOTRAP est dans le collimateur du gouvernement du Président Yaya Jammeh. Celui-ci, il faut le rappeler, a systématiquement proféré des menaces directes aux activistes et défenseurs/euses des droits de l'homme. L'année dernière, il a menacé d'arrêter les militants/es des droits de l'homme. En septembre 2010, le défenseur des droits de l'homme et directeur de « Africa in Democracy and Good Governance (ADH) », Edwin Nebolisa, a été emprisonné pour 6 mois assortis d'une amende de 10 000 dalasis (environ US $ 300) par le Tribunal de Banjul qui l'avait déclaré coupable de « diffusion de fausses nouvelles » concernant la Présidence de la République. Nebolisa a été arrêté en mars 2010 suite à la publication d'une lettre qu'il avait écrite à la présidence dénonçant la nomination de la fille du Président Jammeh comme ambassadrice de bonne volonté en Afrique pour la Démocratie et la bonne gouvernance. Le magistrat avait également demandé la suspension définitive de l'organisation dirigée par M. Nebolisa. Le gouvernement a récemment amorcé un processus visant à modifier la réglementation des ONG en leur imposant davantage de restrictions afin de mieux les contrôler.

Le réseau WLUML et la Campagne mondiale « Arrêtons de tuer et de lapider les femmes » (Campagne SKSW) adhère aux appels lancés en faveur de la liberté sous caution immédiate et inconditionnelle de D^{r}. Touray et Mme Bojang-Sissoho. Nous demandons instamment que soit garanti leur droit à un procès juste et équitable devant un tribunal indépendant et impartial, à la sécurité et à la dignité de la personne et à la liberté en raison du caractère illégal de cette détention, conformément aux articles 9 et 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 6 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi qu'à l'article 19 de la Constitution de la République de Gambie. Nous demandons également, si elles ne sont pas jugées dans un délai raisonnable, qu'elles soient remises en liberté inconditionnelle, sans préjudice de nouvelles poursuites dont elles pourraient éventuellement faire l'objet.

Le réseau WLUML affirme également que les défenseurs/euses des droits humains et d'autres membres de la société civile ne doivent pas faire l'objet de menaces, de harcèlements ni de poursuites pour leur action de défense pacifique des droits d'autrui.

Source : WLUML Submitted on 10/16/2010 in Afrique de l'Ouest Gambie Contrôle

étatiqueWLUML/allies

Ce que vous pouvez faire

Action :

S'il vous plaît envoyer des lettres, télécopies, courriers électroniques ou appelez les bureaux énumérés ci-dessous pour demander la libération de Isatou Touray et Amie Bojang-Sissoho en liberté sous caution et garantir leur droit à un libre et équitable procès. (Un exemple de lettre en anglais est ici)

S'il vous plaît copie wluml 9Q4 wluml.org sur vos communications.

Addresses :

Permanent Mission of the Republic of the Gambia to the United Nations Office at Geneva

Mr. Moses Benjamin Jallow Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary Permanent Representative c/o Embassy of the Republic of the Gambia, 117, rue Saint Lazare 75008 Paris, France Tel : +33 1 72 74 82 61 Fax : +33 1 53 04 05 99 Email:ambgambia_france117 9Q4 hotmail.com

Mrs. Khadija Rachida Masri Permanent Delegation of the African Union Permanent Observer Postal Address : P.O. Box 127 1211 Geneva 21 Switzerland Tel : +41 22 716 06 40 Fax : +41 22 731 68 18 Email : mission-observer.au 9Q4 africanunion.ch Website : http://www.africa-union.org

Madame Reine Alapini-Gansou African Commission on Human and People's Rights Chairperson 04 B.P. 0608, Cotonou, Bénin E-mail : alapinireine 9Q4 yahoo.fr

Ms. Faith Pansy Tlakula African Commission for Human Rights Special Rapporteur on Freedom of Expression and Access to Information in Africa Election House 260, Walker Street, Sunnyside, Pretoria P. O. Box 7943, Pretoria 0001 South Africa Tel. : (27) 12 428 5516 Fax : (27) 12 428 5592 E-mail:tlakulap 9Q4 elections.org.za

Mr. Mohamed Khalfallah 1 Rue de Kirovakan Bagneux, 92220 France African Commission for Human Rights Special Rapporteur on Human Rights Defenders in Africa Tel : + 33 – 685 04 32 52 Fax : + 33 – 147 35 22 22 Email:ladhp.ligue.africaine 9Q4 wanadoo.fr

President Jammeh Private Mail Bag State House, Banjul, The Gambia

http://www.statehouse.gm/text/text-contact.html

Telephones : General Information Line : +(220)-4223811 Secretary-General : +(220)-4228917 or + (220) 4228933 Chief of Protocol : + (220)-4201530 or + (220) 4200400 Director of Press/Public Relations : + (220) 4223851 or + (220) 4226696

Emails : info 9Q4 statehouse.gm(General) and dppr 9Q4 statehouse.gm(Press)

Hon. Edward Gomez Attorney General and Minister of Justice Attorney General Chambers Ministry of Justice Marina Parade Banjul, The Gambia info 9Q4 moj.gov.gm (t)+ (220) 422 5352 (f) +(220) 422 9908

Omar Touray Secretary of State for Foreign Affairs Ministry of Foreign Affairs International Cooperation and Gambians Abroad Marina Parade Banjul, The Gambia info 9Q4 mofa.gov.gm (t)

+(220) 422 3578 or 422 3577 (f) + (220) 422 7917

H.E. Aja Dr. Isatou Njie-Saidy Vice-President and Minister of Women's Affairs Office of The Vice President State House Banjul, The Gambia info 9Q4 ovp.gov.gm (t) +(220) 422 7605 or 420 1878 (f) + (220) 422 4401 or 422 4012

Please contact the Gambian Embassy in your country :

UK 57 Kensington Court London, United Kingdom W8 5DG Tel : 020 7937 6316/7/8 Fax : 020 7937 9095

France 117, rue Saint-Lazare 75008 Paris, France T : +01.72.74.82.61 F : +01.53.04.05.99 email:ambgambia_france117 9Q4 hotmail.com

United States Ambassador : Alieu Ngum Suite 240, Georgetown Plaza 2233 Wisconsin Ave, NW Washington DC, 20007 USA (t) +1 202 785 1399 Please send your commnications via this website here

Austria (Permanent Mission to UN) Fischhof 3 A-1010 Wien, Austria Tel :+43 1 7404-05758 Fax :+43 1 7404-05759

Belgium 126 Ave. Franklin Roosevelt 1050 Brussels, Belgium Tel : (32-2) 640 1049 Fax : (32-2) 646 3277

Canada 102 Bloor Street West, Suite 510 Toronto, Ontario M5S 1N1 Canada Tel : (416) 923-2935 (416) 923-2935 Fax : (416) 923-2526

Denmark Hoffdingsvej 22 2500 Copenhagen, Denmark Tel : (45) 173 444

Germany Kurfurstendamm 103 1000 Berlin 31 Tel : (49-30) 892 3121 Fax : (49-30) 891 1401

Guinea-Bissau (Consulate) 146 Ave. 14 Novembro PO Box 529-1037 Bissau Tel : (245) 213 088

Nigeria 162 Awolowo Road PO Box 873, SW Ikoyi Lagos Tel : (234-1) 682 192

Norway (Consulate) Bygdoy Alle 64 0265 Oslo 2 Tel : (47) 430 910

Saudi Arabia PO Box 94322 Riyadh 11693 Tel : (966-1) 465 9996 Fax : (966-1) 456 5958

Senegal 11 Rue de Thiong Dakar Tel : (221) 21 14 40 / 21 44 76

Sierra Leone 6 Wilberforce Street Freetown Tel : (232-22) 225 191

Spain C/Aribau 280, First Floor, No. 2 08006 Barcelona Tel : (34-3) 200 9665 Fax : (34-3) 414 3116

Switzerland Via al Poggio 6 6392 Breganzona/Lugano Tel : (41-91) 563 292 Fax : (41-91) 571 824

Thailand 610/5-6 Songwand Road, Samphantwongse Bangkok 10100 Tel : (66-2) 224 6212

Turkey Barbaros Bulvari, Yildiz Sarayi, Seyir Kosko, Besiktas Istanbul Tel : (90) 160 5988 Fax : (90) 158 4365

Notes

[1] http://www.ouestaf.com/Arrestation-de-deux-eminentes-femmes-defenseurs-droits-humains-en-Gambie-Declaration_a3309.html